

# Les jeunes alertent le mouvement ouvrier

On nous transmet un texte préparé et circulé par des jeunes, destiné à être présenté à la prochaine rencontre de Pleyel, les 11-12 juin, en vue d'une lutte solidaire avec les jeunes hostiles à la guerre d'Algérie.

Les jeunes soussignés, représentent à divers titres des organisations, des localités et des usines :

— Conscients du mouvement profond qui traverse la jeunesse française et qui se manifeste par diverses formes de refus de la guerre d'Algérie (refus de plus en plus nombreux de participation à l'action militaire, manifestations non violentes, désobéissance civique, manifestations de masses...).

— Conscients également de l'importance et de la valeur de ces manifestations,

— Appellent tous les jeunes de France, des usines, des campagnes, des quartiers, des facultés, à constituer un front commun de la jeunesse et à former sur le plan local des comités de jeunes pour la paix en Algérie afin d'étudier quelles peuvent être les formes les plus efficaces pour manifester leur refus de la guerre, accélérer la fin des combats, et amener le gouvernement français à la négociation politique d'un cessez-le-feu avec le G.P.R.A.

— Demandent aux personnalités et organisations présentes au Congrès National pour la paix en Algérie de se solidariser concrètement avec cet appel.

— Déclarent se solidariser avec les décisions du Congrès National pour la paix en Algérie.

## Le Tribunal Militaire pour délit d'opinion

Nous apprenons que la Chambre d'accusation a renvoyé devant le Tribunal militaire pour des articles parus dans « la Vérité » en 1956 et 1957, déjà poursuivis devant les tribunaux civils, Lambert, Bloch, Renard et Just.

Appel de cette décision est fait devant la Cour de Cassation. Nous demandons à tous nos amis et lecteurs de s'associer aux protestations contre l'arrêt de la Chambre d'accusation.

## L'inconnue marocaine

Les élections qui viennent d'avoir lieu au Maroc confirment ce que l'on pouvait penser du rapport des forces politiques et sociales dans ce pays.

Les forces sociales tendent à se regrouper dans deux blocs opposés de plus en plus vigoureusement.

D'une part la bourgeoisie commerçante, la plus liée à l'impérialisme, et les semi-féodaux des campagnes soutiennent l'Istiqlal d'Allal El Fassi. Ils entraînent avec eux nombre de leurs « clients » — au sens antique du terme. Les résultats obtenus dans les campagnes et des villes comme Fes, Meknès, Oujda dans ces dernières élections correspondent à cette nature de l'Istiqlal. Son opposition farouche à la réforme agraire trouve là son explication. Le désir de ces commerçants de maintenir les courants d'échanges actuels dont ils vivent explique leur « libéralisme » économique ; cela a bien sûr pour corollaire dans les deux cas pour ces couches de se rapprocher de l'impérialisme français qu'elles ont autrefois plus ou moins combattu.

En face se place l'U.N.F.P. (Union Nationale des Forces Populaires). Mais il est largement insuffisant de la caracté-

riser comme la « gauche », comme le font les commentateurs du Monde, de l'Observateur et autres Express. Encore faut-il savoir quels intérêts, quelle classe elle représente. Et cela afin de prévoir ce qu'il peut advenir. Que la gauche française, nationale, ne se préoccupe que de l'événement sans s'intéresser outre mesure aux perspectives est bien compréhensible. Nous attachons trop d'importance au déroulement de la révolution coloniale pour nous satisfaire de cette position de simple spectateur.

Dans cette situation marocaine, l'U.N.F.P. peut jouer un rôle extrêmement important. En effet, la crise qui couve au Maroc depuis des mois n'est pas tranchée par la prise en main du gouvernement par le roi. Celui-ci, par cet acte, est descendu dans l'arène politique. Or, et cela n'a bien sûr rien de surprenant, c'est comme chef de l'aile réactionnaire qu'il se présente et ceci sera plus net encore dans l'avenir. C'est donc contre lui notamment que vont devoir se heurter les dirigeants de l'U.N.F.P.

Jusqu'à présent, ils se sont complus dans les compromis, acceptant l'interdiction du Parti Communiste et l'arrestation d'amis politiques très proches, se souciant apparemment davantage de manœuvres de cabinet que d'ouvrir largement aux masses la voie d'une action résolue. Vont-ils aujourd'hui rompre avec ce passé récent, s'engager dans une voie révolutionnaire ou au contraire se cantonner au rôle d'opposition de Sa Majesté ? Parce que le problème est là. L'indépendance véritable, c'est-à-dire en plus de la souveraineté nationale l'indépendance économique, ne peut s'acquérir que par la construction d'un régime socialiste, le rejet des structures capitalistes. Le développement industriel dans un système capitaliste implique en effet une « collaboration » avec les impérialistes. Avec leurs capitaux, c'est leur contrôle que ces derniers amènent et la sujétion à leurs intérêts économiques ! L'appel au travail des masses comme « capital » essentiel n'est possible que pour autant qu'elles travaillent pour elles-mêmes. Les exemples voisins et opposés de l'Inde et de la Chine parlent d'eux-mêmes à ce propos.

Or, l'orientation de l'U.N.F.P. a manqué jusqu'à présent de clarté. La politique économique de Bouabid, ancien ministre de l'Economie et dirigeant par ailleurs de cette formation, semble avoir été celle d'une industrialisation au bénéfice

Le numéro 9 de

### QUATRIEME INTERNATIONALE

vient de paraître

SOMMAIRE :

EDITORIAL : La « Conférence au sommet » et la politique khrouchtchevienne.

Pierre FRANK : Le bonapartisme sans camouflage.

Jean-Paul MARTIN : L'an XI de la Chine nouvelle.

S. SANTEN : La direction chinoise et la « coexistence pacifique ».

Livio MAITAN : Dix années décisives pour l'Inde.

H. LUCERO : La réforme agraire en Bolivie.

LA REVOLUTION SUD-AFRICAIN : La pénétration capitaliste en Afrique du Sud, par Rosa LUXEMBOURG.

« L'éducation bantou ». — La terre sous le système apartheid.

Le numéro de 88 pages : 2,50 NF. — Commandes au C.C.P. Frank, 12648-46 Paris, 6<sup>e</sup>, rue de Richelieu.